

Congo : étudier pour changer la société

Dans un pays, la République Démocratique du Congo, qui cumule richesses naturelles et extrême pauvreté de la population, corruption et flambées de violence, l'UPRECO se veut un acteur de changement. Cette université fondée par l'Église presbytérienne au Congo, et soutenue par le Défap, forme des pasteurs, des juristes, des agronomes, des économistes, en conjuguant une qualité d'enseignement très reconnue et de solides valeurs chrétiennes. Son recteur Simon Kabue Mbala, qui est aussi pasteur et professeur de Nouveau Testament, de passage en France au cours de ce mois de mai 2019, a été invité par diverses paroisses protestantes. Il y a plaidé pour la poursuite des échanges entre France et RDC, cruciaux pour cette université aux moyens limités et dont l'avenir se construit à travers une lutte quotidienne.



Simon Kabue Mbala, recteur de l'UPRECO, photographié dans le jardin du Défap © Défap

Que représente aujourd'hui l'UPRECO en République Démocratique du Congo ?

Simon Kabue Mbala : L'UPRECO a été fondée par l'Église presbytérienne au Congo. C'est une université qui se trouve au cœur de la province du Kasai – une région de République Démocratique du Congo qui est très pauvre et enclavée, essentiellement pour des raisons politiques : elle est généralement vue comme le bastion de l'opposition au pouvoir central. À l'origine de la création de l'UPRECO, il y a eu tout d'abord la volonté de l'Église de mieux former ses pasteurs, afin qu'ils soient mieux outillés pour accompagner, mais aussi transformer les humains et la société : la première

filière ouverte a été la faculté de théologie. Puis, pour lutter contre l'un des maux majeurs du pays qui est la corruption, l'Église a ouvert une faculté de droit. Ensuite, comme le Congo est un pays très riche, mais dont la population est très pauvre et où beaucoup meurent de faim, a été créée une faculté d'agronomie, à laquelle est venue s'ajouter celle d'économie. Et comme le monde aujourd'hui est globalisé, qu'il faut pouvoir s'y adapter, l'UPRECO s'est dotée d'une faculté d'informatique.

Dans notre université, nous avons la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche. Tous nos étudiants doivent être de vrais témoins de Christ. Et la qualité de notre travail et de nos enseignements est appréciée. Notre université est aujourd'hui très reconnue à travers le pays. À titre d'exemple, lors du concours annuel de juristes qui est organisé en RDC, les cinq premières places sont régulièrement occupées par des étudiants de l'UPRECO. Ceux qui sont issus de chez nous occupent souvent des postes de responsabilité.

Mais l'UPRECO ne se finance qu'avec les frais d'inscription des étudiants ; or beaucoup proviennent de familles pauvres, et ne sont pas en mesure de payer. De ce fait, les professeurs eux-mêmes ne peuvent souvent pas être payés. Mais nous faisons des sacrifices, et nous nous donnons beaucoup dans notre travail, parce que c'est l'œuvre du Seigneur. Les paroisses voisines de l'Église presbytérienne au Congo nous soutiennent régulièrement par des contributions ponctuelles, que ce soit en argent, en nourriture ou en vêtements : elles sont conscientes de l'importance d'avoir des pasteurs bien formés pour assurer un bon encadrement spirituel des fidèles, des juristes de qualité, des agronomes, des économistes, des informaticiens, tous capables d'aider à changer le pays et ayant un bon témoignage chrétien – ce qui implique entre autres qu'ils soient capables de résister à la corruption... Il y a beaucoup de ces paroisses qui soutiennent ainsi l'UPRECO,

conscientes de l'importance de cette université, pour qu'elle continue à fonctionner et qu'elle ne ferme pas.

Quelles sont les relations de cette université fondée par l'Église presbytérienne au Congo avec les Églises de France ?

Simon Kabue Mbala : Nous avons des échanges réguliers avec les Églises protestantes de France, via le Défap. Divers invités venus de France sont passés à l'UPRECO, soit pour y enseigner dans notre faculté de théologie, soit pour des projets communs : je pense notamment à la bibliste Christine Prieto, à Olivier Abel, professeur à l'Institut Protestant de Théologie, au pasteur et docteur en théologie Marc-Frédéric Müller ; à l'ancien directeur de l'Institut Al Mowafaqa, Bernard Coyault, au pasteur Antoine Nouis, au pasteur et théologien Philippe Kabongo M'Baya ; mais aussi à Joann Charass et Claire-Lise Lombard, venues soutenir notre bibliothèque à travers la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, ainsi qu'à Jacqueline Gascuel, conservateur des bibliothèques et figure marquante du secteur du livre en France... Tous ces échanges, outre les enseignements qui sont dispensés ou le soutien concret qui nous est apporté, nous encouragent beaucoup, et nous souhaitons qu'ils se poursuivent.



*Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïques
– projet soutenu par le Défap © Défap*

Comment a été perçue votre intervention dans les paroisses de France où vous avez été invité ?

Simon Kabue Mbala : Que ce soit à la paroisse d'Aix-en-Provence, où j'ai été accueilli par le pasteur Gil Daudet et par un public qui devait avoisiner les 500 personnes, ou à la paroisse de l'Annonciation, que j'ai visitée plus récemment, j'ai été frappé par la manière dont ma présentation de l'UPRECO a été reçue par le public. Beaucoup ont manifesté la volonté d'aider. Ce qui les a le plus frappés, je crois, c'est tout ce qui tourne autour du statut de la femme. Autrefois exploitée, elle ne pouvait aller à l'école et devait se cantonner aux travaux domestiques ou des champs ; or dans notre université, nous encourageons l'éducation des jeunes femmes pour qu'elles puissent acquérir des responsabilités.

Cette question du statut de la femme est étroitement liée à celle de la pauvreté, avec l'idée qu'une amélioration du niveau d'étude féminin permettrait d'aider la population à améliorer son sort. Le Défap soutient d'ailleurs le financement de bourses pour un certain nombre de nos étudiantes. Les résultats sont déjà éloquentes : parmi les jeunes filles qui ont étudié à l'UPRECO, certaines travaillent aujourd'hui dans des écoles, des organismes publics, et leur travail y est apprécié. Certaines dirigent même des paroisses.

Quels sont les besoins actuels de votre université ?

Simon Kabue Mbala : Il y a des besoins matériels : équiper la bibliothèque, en matériel informatique comme en ouvrages récents, et former son personnel ; poursuivre l'installation de cellules photovoltaïques pour électrifier les bâtiments (les bâtiments administratifs ont été équipés avec le soutien du Défap) ; soutenir les enseignants qui n'ont pas de salaire.. Mais au-delà, il nous faut penser à la relève. Nous avons besoin d'enseignants formés au niveau doctorat, qui puissent revenir enseigner chez nous. Pour l'instant, nous ne pouvons former nos étudiants que jusqu'au niveau master. Pour qu'ils aient un doctorat, la seule solution actuellement serait qu'ils aillent dans une autre université, par exemple à l'UPC, à Kinshasa (autre partenaire du Défap en RDC) ; et pour cela, il leur faudrait des bourses. Dans ce domaine aussi, qui est crucial pour l'avenir de l'UPRECO, les Églises de France peuvent nous aider.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

«Go to Togo» : les premiers jours en images

Pendant une dizaine de jours, en ce mois de mars 2019, des pasteurs togolais de l'EEPT et de l'EMT, et des pasteurs français de l'EPUDF et de l'UEPAL, participent à une session commune organisée au Togo par la CPLR (Communion protestante luthéro-réformée), instance chargée notamment de la formation permanente. Voici un aperçu des premières journées.

La Nouvelle-Calédonie à

L'honneur

Cette semaine, plusieurs représentants des Églises de Nouvelle-Calédonie étaient en visite en France. À cette occasion, le professeur Frédéric Rognon a animé le jeudi 31 janvier, à la Maison du protestantisme, à Paris, une conférence-débat sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?»



Les délégués des Églises calédoniennes, en visite en France, faisant la coutume à l'AG de la Fédération Protestante de France, 26 janvier 2019
© Défap

Les invités sont arrivés au Défap, où ils étaient

hébergés, quelques jours avant les premières rencontres à la Maison du protestantisme, au 47 rue de Clichy, dans le neuvième arrondissement : une délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, présente à Paris à l'invitation de la Fédération Protestante de France (FPF), qui tenait son Assemblée Générale. Cette délégation comprenait le pasteur Var Kaemo, président de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC) et son épouse la pasteure Marie-Claire Kaemo, directrice du Centre de Formation Pastorale et Théologique de Béthanie ; le pasteur Yvon Dea, président des Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur et aumônier Marc Perrin, Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur André Beinon, président de l'Église évangélique libre de Nouvelle-Calédonie.

Les membres de cette délégation étaient également invités à la conférence-débat animée le jeudi 31 janvier par le professeur Frédéric Rognon, sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?». Car dans cette terre loin de la métropole et de sa conception de la laïcité, la religion a un rôle crucial à jouer. Selon ce mot de l'ancien Haut-Commissaire Vincent Bouvier : «Ce sont des hommes d'Église qui ont permis, souvent en désaccord avec les autorités de l'époque, de poser un

regard différent sur l'identité Kanak. La religion a un rôle majeur à jouer dans la gestion des tensions et le maintien du dialogue.» Et de Maurice Leenhardt jusqu'à Jacques Stewart, les protestants de métropole et ceux de Nouvelle-Calédonie entretiennent depuis longtemps des relations singulières. Ce qu'avait rappelé François Clavairoly, le président de la FPF, en évoquant «l'histoire partagée du protestantisme kanak et du protestantisme anglais puis français» à la suite de sa visite dans l'île en mai 2018 en compagnie d'Emmanuel Macron, à quelques mois du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé en novembre, et a vu la victoire, attendue mais moins nette que ne le prédisaient les sondages, du maintien dans la France.

Coutume et multiculturalisme

Pour aller plus loin :

- [Nouvelle-Calédonie : présentation et actualité du Défap](#)
- [La coutume Kanak : présentation et explication avec un dépliant de la Maison de la Nouvelle-Calédonie](#)
- [Le site du GIP Cadres Avenir](#)
- [Retour sur la mobilisation autour du lycée protestant Do Neva](#)

Si ce rendez-vous électoral s'est passé sans explosion, les principaux problèmes de la société calédonienne demeurent. Une société qui reste très inégalitaire, avec une grande différence entre les îles et la grande ville, Nouméa : d'un côté, un mode de vie qui reste traditionnel, avec une forte intégration sociale et familiale, et de l'autre, une société devenue multiculturelle, ouverte sur des influences très diverses, avec des modes de vie très différents, une croissance forte d'Églises évangéliques d'implantation récente...

Depuis l'accord de Nouméa, les Kanak disposent d'un statut civil particulier, formalisé par l'article 75 de la Constitution, appelé «statut coutumier», et ne sont pas soumis au code civil. La coutume régit tous les aspects de la vie des Kanak, avec ses offrandes et ses rites qui rythment toutes les étapes de l'existence, naissance, mariage, deuil, alliance et pardon entre clans : ces règles «définissent les devoirs et les obligations vis-à-vis de la communauté, mais aussi le lien à la terre et au sacré», comme le souligne Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie Tjibaou et directeur du centre culturel Tjibaou à Nouméa. Mais les Kanak sont aujourd'hui minoritaires, ce que montrent bien les chiffres du dernier recensement : en 2014, 39,05% des

habitants se sont déclarés Kanak, 27,2% européens, 33,75% (soit plus du tiers) se réclamant d'autres communautés, notamment vietnamienne ou indonésienne. Un cosmopolitisme que reflète la ville de Nouméa. Entre ces deux images très contrastées de la Nouvelle-Calédonie, les jeunes – et en particulier les jeunes Kanak – peinent à trouver une place. Certains rejettent le modèle traditionnel et le poids de la coutume pour rejoindre Nouméa. Mais la ville est aussi le lieu où les inégalités s'affichent de la manière la plus flagrante : «il y a là-bas environ 10.000 personnes qui vivent dans des squats», souligne Tünde Lamboley, responsable du suivi des relations avec la Nouvelle-Calédonie au sein du Défap.

Place des Églises et de la coutume, suites du référendum d'autodétermination et invention d'un «destin commun» en Nouvelle-Calédonie, relations avec la métropole : une table ronde animée par Didier Crouzet, secrétaire général de l'EPUdF, a réuni le 26 janvier au 47 rue de Clichy, à la Maison du protestantisme, les pasteurs Var et Marie-Claire Kaemo, le pasteur André Beinon et les pasteurs Yvon Dea et Marc Perrin, hôtes d'honneur de l'assemblée générale de la FPF.

Toujours à l'occasion de cette visite de la délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, Place des protestants, le programme de Présence protestante diffusé le dimanche 10 février, sera consacré au protestantisme dans l'île.

**«Former à une
citoyenneté**

responsable»

Rencontre avec un boursier du Défap : Rosin Bantsimba Sita Lousseemo. Pasteur de l'Église Évangélique du Congo (Congo-Brazzaville), il est actuellement en troisième année de thèse et poursuit des recherches notamment à l'Institut Protestant de Théologie, faculté de Montpellier. Ses travaux tentent de montrer comment, à partir des écoles de l'Église et en mettant en application les valeurs protestantes, il est possible de former les jeunes à une citoyenneté responsable.

La mission en livres et en questions

La mission, ce sont aussi les hommes et les femmes qui l'incarnent. Avec des relations, des conceptions et des questionnements qui ont pu énormément évoluer entre le XIXème siècle, le grand siècle des missions protestantes, et l'époque actuelle. Des évolutions que viennent éclairer deux ouvrages publiés aux éditions Khartala, «Hommes et femmes en mission» et «Quel Dieu ? Quel homme ?». Ces deux livres, disponibles au Défap, reprennent les actes des colloques de 2016 et 2017 du CRÉDIC, le Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme□.